



AVIS D'APPEL A MANIFESTATION D'INTERET
N° 000000019 /AM/MPT/SG/DAG/SDBM/SMA/2020 DU
22 JUILLET 2020 POUR LA PRESELECTION DES CABINETS D'ETUDES OU
ENTREPRISES EN VUE DE LA MISE EN PLACE D'UN SYSTEME DE SECURITE
ELECTRONIQUE POUR LES PARCHEMINS ET AUTRES DOCUMENTS
ADMINISTRATIFS DE L'OFFICE DU BACCALAUREAT DU CAMEROUN.
« EN PROCÉDURE D'URGENCE »

I. Contexte et justification

La sécurisation des systèmes d'information est de nos jours au cœur de toutes les préoccupations dans un monde où s'effectue chaque jour des actes répréhensibles commis au travers des moyens de communications électroniques. Ces actes peuvent aller d'une simple falsification, usurpation d'identité d'un citoyen ou d'une entreprise à une cyber attaque ou encore une cyber guerre de grande ampleur, pouvant paralyser l'économie nationale ou porter atteinte à la sécurité de l'Etat, aux données personnelles de certaines personnes.

Soucieux d'encadrer et de sécuriser le secteur des TIC en vue d'y créer un environnement de confiance, les pouvoirs publics ont défini un cadre réglementaire par la promulgation de deux lois à savoir : la loi N° 2010/012 du 21 décembre 2010 relative à la cyber sécurité et la cybercriminalité et la loi N°2010/013 du 21 décembre 2010 régissant les communications électroniques au Cameroun.

Le Ministère des postes et télécommunications s'est ainsi vu confier par ces lois la charge d'élaborer et de mettre en œuvre la politique de sécurité des communications électroniques au Cameroun, en tenant compte de l'évolution technologique.

Le décret N°2012/512 du 12 novembre 2012 portant organisation du ministère des postes et télécommunications marque l'avènement d'une direction en charge de la sécurité des réseaux et des systèmes d'information. L'une des principales missions de cette direction étant d'apporter un appui technique à la sécurisation des systèmes d'information de l'Etat.

Dans le contexte de l'OBC de 1995 à nos jours aucune donnée n'a été numérisée, ni archivée, à fortiori pas sécurisée. Il est donc évident et urgent pour l'OBC de mettre en place un système de sécurité électronique pour les parchemins et autres documents administratifs de l'Office du Baccalauréat du Cameroun produit depuis 1995 jusqu'à nos jours

Conscient de ces enjeux, plusieurs institutions ont mis en place des stratégies pour la protection de leurs systèmes d'information. C'est notamment le cas des banques dont personne n'ignorerait les dégâts collatéraux si à jamais la sécurité à ce niveau était mise à mal, mais c'est aussi le cas des institutions universitaires dont personne n'ignorerait également les dégâts collatéraux si à jamais la contrefaçon et la falsifiabilité étaient les maîtres mots en ce qui concerne les relevés de notes et autres documents officiels.

Aucune institution n'étant donc épargnée par la cyber guerre, l'usurpation d'identité ou encore la falsification et la contrefaçon, l'Office du Baccalauréat du Cameroun compte réduire la vulnérabilité de ses documents en se dotant d'une plateforme d'archivage et de sécurisation



- électronique des relevés de notes et documents officiels afin de les rendre encore plus crédibles et infalsifiables.

2. Consistance des prestations

La réalisation de cette étude passe par les activités suivantes :

- a. Dresser l'état des lieux et diagnostic du niveau de sécurisation des documents officiels et Parchemins de l'Office du Baccalauréat du Cameroun et de l'ensemble des documents à sécuriser
- b. Benchmarking des solutions utilisées dans les structures similaires dans au moins 4 pays ;
- c. proposition d'une solution technique sécurisée et fiable système (Plateforme) de sécurisation desdits documents pour l'OBC et des mécanismes sa mise en œuvre
- d. Elaboration des spécifications techniques et factures pro-forma des prestations à réaliser ainsi que, des équipements exhaustifs à acquérir pour la conception et de l'implémentation de cette solution (plateforme).
- e. Elaboration des Profils du cabinet et /ou des personnels de la structure à recruter pour la mise en œuvre de cette plateforme.
- f. Définition des modules de formations sur l'utilisation et le fonctionnement de la plateforme.
- g. Elaboration des Profils des futurs exploitants de la plateforme.
- h. Elaboration des mécanismes de suivi-évaluation dudit projet et de son extension dans les établissements d'enseignement secondaire.
- i. Estimation financière de la mise en œuvre de la solution.
- j. Organisation du séminaire de restitution et d'appropriation de l'étude.

3. Participation

Pour faire acte de candidature, tout Cabinet d'Etudes ou Entreprise, devra justifier d'une expérience avérée dans le domaine des études relatives aux activités de sécurité électronique/systèmes d'information.

4. Composition du dossier de candidature

Le dossier d'Avis à Manifestation d'Intérêt comprendra les sections suivantes :

- Section 1 : Pièces administratives ;
- Section 2 : Dossier technique.

4.1. Section 1 : pièces administratives (enveloppe A)

La section 1 comprend les pièces administratives (originales ou leurs copies certifiées conformes datant de moins de trois (03) et valables pour l'exercice en cours) suivantes :

- a) lettre de motivation dûment signée du soumissionnaire ;
- b) Une attestation de soumission signée des services de la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale certifiant que le soumissionnaire a satisfait à ses obligations vis-à-vis de ladite caisse datant de moins de trois mois
- c) copie du registre du commerce, certifiée au greffe du tribunal de 1^{ère} instance ;
- d) attestation de non redevance (copie certifiée, par le service des impôts) ;
- e) attestation de non exclusion des marchés publics délivrée par l'ARMP ;
- f) attestation de non faillite (original ou copie certifiée par le tribunal de 1^{ère} instance.

4.2. Section 2 : dossier technique (enveloppe B)

L'enveloppe B contiendra les informations suivantes :

- la présentation du cabinet ainsi que les domaines d'action et d'intervention ;
- la liste du personnel clé avec les copies des diplômes et des CV datés et signés par chaque expert ;
- les références du Cabinet d'Etudes pour les prestations similaires réalisées au cours des cinq (05) dernières dans le domaine des postes (marchés et lettres commande...) ;
- la compréhension du mandat de mission (TDR) ;



- les moyens matériels et logistiques.

5. Critères d'évaluation et de sélection des cabinets

5.1. Critères éliminatoires :

- Dossier administratif ou technique incomplet ;
- Fausse déclaration, document falsifié ;
- Note technique inférieure à 75 points sur 100.

5.2. Critères de qualification

Les offres techniques seront présentées en fonction des principaux critères ci-après :

a) Compréhension du mandat de la mission (contexte, objectifs, démarche méthodologique...).....25 points ;

b) Expérience du personnel clé.....45 points ;

- Un (01) Chef de mission : Ingénieur en Génie Télécommunications ou Informatique, Bac +5 ans ou Master dans ces filières, expert sécurité des réseaux ou son équivalent. Certifié CISSP en sécurité des systèmes d'information ; Justifiant d'une expérience professionnelle d'au moins 05 ans. Avoir une expertise en gestion et management des projets ainsi qu'en planification et ayant déjà réalisé ou participer à la réalisation d'au moins deux projets similaires.20 points ;

- Expert en transformation digitale et en gestions des projets informatiques : ingénieur informaticien, télécommunication ou TIC, BAC +5, justifiant d'une expérience professionnelle d'au moins trois (03) ans en sécurité des systèmes d'informations. Avoir une certification dans les normes de la série 2700X, ayant participé à la réalisation d'au moins deux projets similaires.....15 points

- Expert en sécurité des réseaux et système d'information : Ingénieur informaticien option sécurité des réseaux, BAC+5 ou master, certifié en sécurité des systèmes d'information (CCNA security, ou CISM, ou CCSP, ou CISSP, ou CEH ou autre certificats en sécurité des S.I.) ; Justifiant d'une expérience professionnelle d'au moins 05 ans, ayant déjà réalisé ou participer à la réalisation d'au moins deux projets similaires10 points;

c) Références du candidat.....30 points.

Les références du Cabinet d'Etudes pour les études/ prestations de sécurité des systèmes d'information au cours des cinq (05) dernières années (fournir les preuves de la réalisation des missions similaires) :

- au moins deux références similaires.....30 points ;
- une référence similaire10 points.

6. Dépôt des dossiers.

Les dossiers de candidature seront remis en cinq (05) exemplaires dont un (01) original et quatre (04) copies marquées comme tels, sous pli fermé scellé et comportant deux enveloppes distinctes à la Direction des Affaires Générales, Service des Marchés (porte 162), au Ministère des Postes et Télécommunications, au plus tard le 03 Juin 2020 à 14 heures 30 minutes, heure locale et devra porter la mention :

APPEL A MANIFESTATION D'INTERET

N°...../AMI/MPT/SG/DAG/SDBM/SMA/2020 DU
**POUR LA PRESELECTION DES CABINETS D'ETUDES OU ENTREPRISES EN VUE
 DE LA MISE EN PLACE D'UN SYSTEME DE SECURITE ELECTRONIQUE POUR LES
 PARCHEMINS ET AUTRES DOCUMENTS ADMINISTRATIFS DE L'OFFICE DU
 BACCALAUREAT DU CAMEROUN.**

« A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »



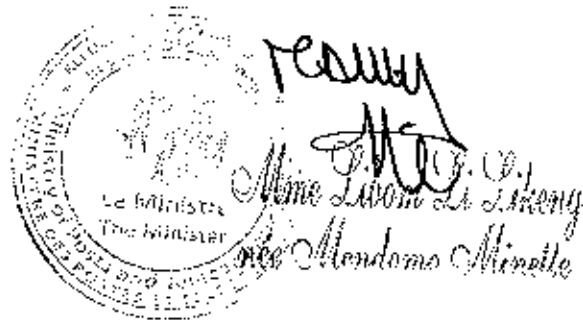
7. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au Ministère des Postes et Télécommunications, Direction de la Sécurité des Réseaux et des Systèmes d'Information, porte 108, Ministère des Postes et Télécommunications, bâtiment annexe. Tél : 222 23 29 75 / 242 74 27 67.

8. Publication des résultats

L'Avis d'Appel d'Offres National Restreint (AONR) fera office de publication des résultats du présent avis d'Appel à Manifestation d'Intérêt./-

Le Ministre des Postes et Télécommunications



Le Ministre
The Minister
Mme Laron Di Laron
née Moudama Minette





00000019

CALL FOR EXPRESSION OF INTEREST

No. /AMI/MPT/SG/DAG/SDBM/SMA/2020.....FOR

**THE ESTABLISHMENT OF A SHORT-LIST OF CONSULTING FIRMS OR COMPANIES IN VIEW OF SETTING UP AN ELECTRONIC SECURITY SYSTEM FOR CERTIFICATES AND OTHER ADMINISTRATIVE DOCUMENTS OF THE OFFICE DU BACCALAUREAT OF CAMEROON.
"IN A PROCEDURE OF URGENCY"**

1. Background and justification

Nowadays, the security of information systems is at the forefront of all concerns in a world where reprehensible acts committed through electronic means of communication take place on a daily basis. These acts can range from a simple falsification, impersonification of a citizen or a company to a cyber attack or even a large-scale cyber war, which can paralyse the national economy or undermine the security of the State and the personal data of some individuals.

Eager to regulate and secure the ICT sector in order to create an environment of trust, the government has defined a regulatory framework through the enactment of two laws, namely: Law No. 2010/012 of 21 December 2010 on cyber security and cybercrime and Law No. 2010/013 of 21 December 2010 governing electronic communications in Cameroon.

The Ministry of Posts and Telecommunications was thus entrusted by these laws with the responsibility of developing and implementing the electronic communications security policy in Cameroon, taking into account technological developments.

Decree No. 2012/512 of 12 November 2012 on the organisation of the Ministry of Posts and Telecommunications marks the advent of a department in charge of the security of networks and information systems. One of the main missions of this directorate is to provide technical support for the security of the State's information systems.

Within the framework of the CBO from 1995 to present date, no data has been digitalized or archived, let alone secured. It is therefore obvious and urgent for the CBO to put in place an electronic security system for certificates and other administrative documents of the Cameroon's Office du Baccalauréat produced since 1995 up to present date.

Conscious of these issues, several institutions have put in place strategies to protect their information systems. This is the case with banks, whose collateral damage would be unknown if security at this level were ever compromised, but it is also the case with academic institutions, so no one would be unaware of the collateral damage if forgery and falsification were ever the watchwords when it comes to transcripts and other official documents.

As no institution is spared by cyber war, impersonification, forgery and counterfeiting, the Cameroon's Office du Baccalauréat intends to reduce the vulnerability of its documents by setting up a platform for electronic archiving and security of transcripts and official documents to make them even more credible and unforgeable.



2. Description of services

The following activities are required to carry out this study:

- a. Drawing up an inventory and diagnosis of the level of security of official documents and certificates of the Cameroon's Office du Baccalauréat and all documents to be secured.
- b. Benchmarking of solutions used in similar structures in at least 4 countries ;
- c. Proposing a secure and reliable technical solution (Platform) for the security of the said documents for the CBO and mechanisms for its implementation.
- d. Preparing technical specifications and pro-forma invoices for the services to be performed as well as the exhaustive equipment to be acquired for the design and implementation of this solution (platform).
- e. Designing the Profiles of the firm and / or staff of the structure to be recruited for the implementation of this platform.
- f. Developing training modules on the use and operation of the platform.
- g. Defining the Profiles of the future operators of the platform.
- h. Developing mechanisms for monitoring-evaluation of the said project and its extension in secondary schools.
- i. Financial estimate of the implementation of the solution.
- j. Organisation of the restitution and ownership seminar of the study.

3. Participation

In order to apply, any Consulting firm or company must have proven experience in the field of studies relating to activities of electronic security /information systems.

4. Application file

The application file of the Call for Expression of Interest shall include the following volumes:

- Volume 1 :Administrative documents;
- Volume 2:Technical documents.

4.1. Volume 1: Administrative documents (envelope A)

Volume 1 shall include the following administrative documents (originals and their certified true copies of not more than three (03) months and valid for the current financial year):

- a) A cover letter duly signed by the applicant;
- b) A signed attestation of tender provided by the National Social Security Fund certifying that the tenderer has fulfilled its obligations to the National Social Security Fund, dated less than three months ago.
- c) A copy of the commercial register, certified by the Registry of the Court of First Instance;
- d) tax clearance certificate (certified copy, by the tax service);
- e) a certificate of non exclusion from public contracts issued by the ARMP;
- f) a certificate of non-bankruptcy (original or copy certified by the Court of First Instance.

4.2. Volume 2: Technical file (envelope B)

Envelope B shall contain the following information:

- the presentation of the Firm or Consulting Firm as well as areas of action and intervention;
- the list of key staff with copies of certificates and CVs dated and signed by each expert;
- References of the consulting firms for similar services executed during the past five (05) years in the postal sector (contracts and purchase order...);
- Understanding the mandate of the mission (TOR);
- Logistic and material equipment.



5. Evaluation and selection criteria of firms

5.1. Eliminary criteria:

- Incomplete administrative or technical document;
- False declaration, forged document;
- Technical score below 75 points out of 100.

5.2. Selection criteria:

The technical bids shall be presented according to the main criteria below:

a) Understanding the mandate of the mission (background, objective, methodology approach...)

25 points;

b) Experience of key personnel

45 points;

- One (01) Mission Head: Telecommunication or IT Engineering Engineer, GCE A/L +5 or Master's degree in these fields, network security expert or equivalent. CISSP certified in information systems security; Proof of at least 05 years' professional experience. Having expertise in project management and planning and having already carried out or participated in the implementation of at least two similar projects.....20 points;
- Expert in digital transformation and management of IT projects: engineer in IT, telecommunications or ICT, GCE A/L +5, with at least three (05) years of professional experience in information systems security. Having a certification in the 2700X series standards and having participated in the performance of at least two similar projects.....15 points
- Expert in network and information system security :IT engineer with a network security option, GCE A/L +5 or Master's degree, certified in information systems security (CCNA security, or CISM, or CCSP, or CISSP, or CEH or other U.S. security certificates). ; Proof of professional experience of at least 05 years, having already conducted or participated in the implementation of at least two similar projects10 points;

c) Candidate's references

30 points.

The references of the Consulting firm for similar studies/ services in information systems security over the last five (5) years (provide evidence of the performance of similar missions):

- at least two similar references.....30 points;
- One similar reference.....10 points.

6. Submission of files.

Application files shall be submitted in five (05) copies including one (01) original and four (04) copies labelled as such, which shall be submitted in a sealed envelope containing two separate envelopes to the Department of General Affairs, (room 162), at the Ministry of Posts and Telecommunications, not later than ~~10 July 2020~~ at 2:30 pm, local time and shall carry the following label:

CALL FOR EXPRESSION OF INTEREST

No...../ AMI/MPT/SG/DAG/SDBM/SMA/2020 OF

FOR THE ESTABLISHMENT OF A SHORT-LIST OF CONSULTING FIRMS OR COMPANIES IN VIEW OF SETTING UP AN ELECTRONIC SECURITY SYSTEM FOR CERTIFICATES AND OTHER ADMINISTRATIVE DOCUMENTS OF THE OFFICE DU BACCALAUREAT OF CAMEROON.

"To be opened only during the bid-opening session"



7: Additional information

The additional information can be obtained during opening hours from the Ministry of Posts and Telecommunications, Department of Networks and Information Systems Security, Room 108, Ministry of Posts and Telecommunications, Auxiliary Building, Tel.: 242 23 29 75 / 242 74 27 67.

8. Publication of results

The Restricted National Invitation to Tender shall be published as the result of this Call for Expression of Interest./-

The Minister of Posts and Telecommunications



Handwritten signature
Mme Lucette Li Likong
née Maudama Minotte

